



PARTIJ VAN DE ARBEID

Conférence de l'Alliance progressiste : Égalité des genres et travail décent, 22-23 mai 2015, Rotterdam, Pays-Bas

Plan d'action

Genre : joindre les actes à la parole

L'égalité et le traitement égal, indépendamment du sexe et de l'âge, de l'orientation et de l'identité sexuelles, de la religion ou de l'origine ethnique ne sont pas seulement établis par la loi dans de nombreux pays, ils sont également le fondement de nos valeurs sociales-démocrates. Notamment les désavantages et l'oppression en rapport avec le fait d'être une femme semblent difficiles à surmonter. Ils ne deviennent évidents que si vous observez les causes sous-jacentes des problèmes. Le genre est la somme des aspects sociaux, culturels et comportementaux attribués au sexe. Ces points de vue et ces comportements peuvent confiner les femmes du monde entier dans un rôle secondaire. La libération de la position d'impuissance et la lutte pour l'égalité des droits, la participation et les chances est une tâche majeure pour la démocratie sociale. La lutte contre la discrimination croissante des femmes est au cœur de notre mouvement et n'est pas limitée par des frontières territoriales, religieuses ou socio-culturelles.

À propos des filles et des garçons

Dans de nombreux pays, la naissance d'un enfant est célébrée avec faste. Une nouvelle vie est toujours un miracle. « Est-ce un garçon ou une fille ? » est souvent la première question posée à la naissance d'un bébé. Pour la plupart des parents, cela n'a aucune importance, « tant qu'il (ou elle) est en bonne santé ». Malheureusement, ce n'est pas le cas partout. Dans certaines cultures, les filles peuvent être heureuses si elles viennent au monde. Dans le monde entier, des millions de petites filles disparaissent à cause du dépistage prénatal et des avortements sélectifs en fonction du sexe. Mais même si vous avez eu assez de chance pour passer la première sélection, il reste un long chemin à parcourir. Il se peut que vous soyez obligée de rester à la maison, loin de l'école - juste parce que vous êtes une fille. Et même les plus chanceuses se trouvent confrontées à d'autres obstacles. Votre école est-elle équipée d'installations sanitaires pour les filles ? Un mariage arrangé ou la mutilation génitale des filles sont-ils votre héritage culturel ? Pouvez-vous traverser la route en toute sécurité en tant que femme ? Même si vous avez surmonté tous ces obstacles et si vous avez un diplôme scolaire en poche, il reste toujours un long chemin à parcourir. La question se pose par exemple si vous serez acceptée dans des établissements d'enseignement supérieur ou si vous pourrez travailler dans la profession que vous avez choisie. Serez-vous jamais financièrement indépendante pour être autonome en cas de divorce ? Le divorce existe-t-il dans votre pays ?



En nous concentrant sur les femmes et le marché du travail, nous observons d'importants obstacles à l'égalité des genres. De nombreuses femmes n'obtiennent qu'un emploi précaire dans le secteur informel quand elles deviennent mères et sont exposées à des environnements dangereux ou des conditions de travail rudes, parfois très loin de la maison. Qu'il n'y ait pas de malentendu. Il s'agit ici d'un problème international, qui n'est pas limité aux pays les plus pauvres. Les problèmes varient fortement entre la ville et la campagne, d'un pays à l'autre voire d'un continent à l'autre. Dans la plupart des pays riches, les femmes gagnent toujours moins que les hommes, sont moins bien représentées que les hommes dans les fonctions dirigeantes dans le monde des affaires, de la politique et dans les agences gouvernementales. La garde des enfants est souvent exclusivement réservée aux femmes et celles-ci sont les premières victimes en cas de crise économique.

Il reste un long chemin à parcourir

Et pourtant, de nombreuses personnes dans le monde sont persuadées que l'émancipation des femmes, notamment dans le monde occidental, est quasiment achevée. Dans la majorité des pays, les femmes peuvent aller à l'école, voter et être candidates pour un parti politique, conduire, avoir des enfants quand elles le décident, choisir leur compagnon et divorcer si elles le souhaitent. Mais malgré tout cela, nous n'avons toujours pas atteint l'objectif. Les réalisations sur le papier sont insuffisantes : les actes doivent être joints à la parole ! Pour combler le fossé entre la réalité et les paroles, il est nécessaire d'augmenter la sensibilité au problème. Si vous êtes assis sur une chaise, il est difficile d'imaginer combien il est fatigant de se tenir debout. Il en va de même pour le genre : si vous n'avez jamais été consciemment privé de quelque chose en raison de votre orientation ou de votre identité sexuelle, il est difficile d'imaginer qu'il peut y avoir une inégalité structurelle. C'est ici que commence la prise de conscience. De notre propre comportement et de celui des autres. Des accords sociaux et des normes qui favorisent cette situation. Et de la lutte légale et sociale pour l'égalité des droits et des chances qui est loin d'être gagnée à l'échelle mondiale. Cela demande notre attention en permanence. Voilà pourquoi l'égalité des genres en général, et plus précisément en relation avec le travail décent, doit être une priorité sur l'agenda politique. En tant que socio-démocrates, nous nous engageons pour cette cause !

Conventions

L'égalité entre les hommes et les femmes est l'un des cinq droits fondamentaux de la personne avec la sécurité, l'intégrité, la liberté et la dignité. Le préambule de la déclaration des Droits de l'homme adoptée à l'occasion de la Conférence mondiale des droits de l'homme en 1993 établit que les droits contenus dans la charte s'appliquent également aux femmes, indépendamment de la tradition ou de la religion. Cet accord n'est pas le seul dans lequel les femmes sont en point de mire. En 1979, les Nations Unies ont signé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale de 1998 considère les différentes formes de violence sexuelle comme des crimes contre l'humanité. La résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée en 2000 contient des règlements pour interdire



PARTIJ VAN DE ARBEID

tous les crimes d'honneur perpétrés contre les femmes. Le troisième des huit Objectifs du Millénaire des Nations Unies est consacré à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. À l'occasion de la Conférence internationale sur la population et le développement tenue au Caire en 1994 et du Sommet mondial pour le développement social de Copenhague, des paragraphes spécifiques ont été consacrés aux femmes et à leur santé. Tout ceci est caractéristique de l'importance du rôle des Nations Unies dans le soutien des femmes et des ONG dans le monde entier.

Mais ce rôle important des Nations Unies ne signifie malheureusement pas que des mesures sont prises partout où les femmes sont victimes de discrimination et de violence. Dans 79 pays, il n'existe pas de lois contre les violences domestiques, dans 127 pays, il n'est pas possible de lutter contre le harcèlement sexuel par le biais de la législation. La protection est souvent limitée voire inexistante, notamment quand il s'agit du harcèlement sexuel sur le lieu de travail. Dans de nombreuses parties du monde, la soumission des femmes est liée à la propriété et aux lois familiales en combinaison avec les réglementations nationales ou coutumières, la tradition ou la religion. Ce sont aussi souvent ces pays qui ont refusé de signer les accords conclus dans le cadre des Nations Unies.

Les pays tels que l'Iran, la Somalie et le Soudan n'ont pas ratifié la convention des Nations Unies sur les droits des femmes qui explique comment les femmes sont traitées dans ces pays. L'égalité entre les hommes et les femmes est inexistante. Ceci est également valable pour le droit à la sécurité. Dans des pays tels que la Chine, l'Inde, le Pakistan ou le Bangladesh, des millions de femmes sont absentes des statistiques. Devoir payer pour une dot ou engendrer un héritier masculin pour vénérer les ancêtres peut, notamment en combinaison avec la pauvreté, être vu comme la cause pour l'avortement sélectif, les meurtres de bébés et le nombre très élevé de décès chez les jeunes filles. Mais même si vous survivez à tout ceci, il n'y a pas de garantie pour une existence sûre ; les mariages arrangés à un très jeune âge et les grossesses précoces sont également des motifs de violence conjugale et de taux de mortalité élevés. Selon l'Organisation mondiale de la santé, près de 140 millions de femmes en Afrique subsaharienne ont été excisées, une pratique qui constitue une violation du droit à l'intégrité. Tout ceci est dû à l'absence du droit de liberté comme droit fondamental. Dans les pays arabes, la soumission des femmes est même ancrée dans la loi, et dans ces pays où la charia est considérée comme la principale source juridique, la situation est encore pire.

L'élimination des désavantages et de l'oppression des femmes, l'amélioration de la situation de la femme doivent commencer avec la reconnaissance des cinq droits de l'homme mentionnés et qui sont également les droits de la femme depuis 1993. Mais même dans les pays où du point de vue légal, tout semble en ordre, la violation des droits de l'homme est tolérée quand il s'agit des femmes. Selon l'UNICEF, 200.000 touristes masculins sont impliqués dans le tourisme sexuel où le chiffre d'affaires est supérieur à 5 milliards d'euros. L'industrie du sexe et la traite des femmes sont toujours à la hausse, et l'exploitation commerciale des femmes est encouragée par internet. De nouveaux problèmes tels que les rencontres en ligne, le «sxting » et la manipulation psychologique méritent toute notre attention. Les mariages forcés de jeunes musulmanes en Europe occidentale doivent également être pris en compte. Rien qu'en France, il y a quelques années, près de 70.000 enfants étaient concernés. Ce sont des violations des droits fondamentaux de l'homme tels que le droit à la dignité et à l'intégrité.



PARTIJ VAN DE ARBEID

Cette année, nous célébrons le 20^e anniversaire du Programme d'action de Beijing. Pas un seul pays du monde n'a mis en place l'égalité des genres et par conséquent, les pays du monde doivent agir et instaurer les droits de la femme et l'égalité des genres. Tandis que les Nations Unies ont signé un accord relatif à l'égalité des genres et les droits de la femme comme un objectif autonome parmi les objectifs de développement durable (ODD), nous, en tant que progressistes, voulons être plus ambitieux et nous assurer que l'égalité des genres fera partie intégrante de tous les ODD et que des fonds appropriés seront alloués à l'égalité des genres. Nous devons veiller à ce que les progrès au niveau des droits de la femme soient positifs et évoluent au cours des prochaines années et pour les décennies de femmes à venir dans le monde entier.

Un sur trois

Votre mère, votre voisin ou moi-même : les chances sont élevées que l'un de nous ait été victime de violence physique ou sexuelle au cours de notre vie. Que ce soit par un partenaire, un collègue ou une personne inconnue dans la rue. Le monde actuel reste un endroit peu sûr pour les femmes. Selon une étude récente de l'Agence européenne des droits fondamentaux à Vienne, 45 pour cent des femmes néerlandaises ont déclaré par exemple avoir été victimes de violences physiques ou sexuelles une ou plusieurs fois depuis l'âge de 15 ans. Ce chiffre est bien plus élevé que la moyenne européenne de 33 pour cent. Au moins 4 pour cent des femmes ont déclaré avoir été violées. Cela constitue donc environ 9 millions de femmes - plus que toute la population d'Australie. La même étude a montré que près de 75 pour cent des femmes interrogées travaillant dans des positions dirigeantes ont été harcelées sexuellement sur leur lieu de travail. Un incident sur quatre a eu lieu au cours de l'année précédant l'étude.

L'insécurité des femmes est un problème, et pas seulement en Europe. Dans le monde entier, de nombreux crimes sont commis contre des femmes sur la base de l'honneur perdu des maris et des familles. Ils sont basés sur l'idée que le corps de la femme doit principalement être vu comme la propriété de son mari ou de sa famille. La religion ne doit pas être détournée afin de violer les droits des femmes. Un tel point de vue est en conflit avec le droit à l'intégrité. En outre, il constitue la base pour la forme la plus générale de violence contre les femmes : le viol. Selon les estimations de la police en Afrique du Sud, une femme est violée toutes les 36 secondes tandis qu'en Égypte, une femme sur dix dit avoir été agressée sexuellement dans la rue. Le tumulte récent en Inde en rapport avec le viol brutal et le meurtre d'une jeune étudiante a naturellement conduit à un débat social sur la position des femmes et des filles dans la communauté, mais il n'a pas encore abouti à une solution au problème profondément enraciné avec de nouvelles victimes comme triste preuve.

Aucune explication supplémentaire n'est nécessaire car tant que la sécurité des femmes ne pourra pas être garantie dans les transports publics, dans la rue, à la maison ou sur le lieu de travail, les femmes et les filles ne pourront pas participer de manière égale à la vie sociale. C'est pourquoi il est primordial que le tabou social concernant la discussion sur le problème de la violence contre les femmes soit brisé et que les organisations, les écoles, les entreprises et le gouvernement accordent une plus grande attention au problème de la sécurité. Ce processus commence avec la sensibilisation



PARTIJ VAN DE ARBEID

des femmes et des filles elles-mêmes, mais demande également une contribution active des hommes et des garçons car un monde plus sûr se construit ensemble.

Obstacles sur le marché du travail

En septembre 2014, les ministres des affaires sociales et de l'emploi du G20 se sont retrouvés en Australie pour parler de la prévention du chômage structurel, de la création de meilleurs emplois et de l'expansion de la participation au marché du travail. Ce qui suit a été intégré dans l'acte final sur l'autonomisation de la position et la participation des femmes :

« Nous reconnaissons que le fait de favoriser une plus grande participation des femmes sur le marché du travail et d'améliorer la qualité de leurs emplois pourrait contribuer à une croissance plus forte et plus inclusive. C'est pourquoi nous nous engageons à prendre les mesures nécessaires pour combler ces fossés en matière de genre au niveau des chances et des résultats sur le marché du travail. »

Les fossés ! Ils sont nombreux lorsqu'il s'agit des hommes et des femmes sur le marché du travail. Il s'agit du fossé salarial, mais également de l'accès au marché du travail et des chances dans ce contexte, du droit à un salaire minimum vital et à des avantages légaux, y compris le congé de maternité. Ceci est également confirmé par les organisations internationales telles que le FMI. Mais même si Christine Lagarde elle-même souligne l'importance de la présence féminine aux postes de direction, elle a dû admettre récemment que « le personnel du FMI considère les problèmes de genre comme une distraction des problèmes plus pressants de stabilité financière ou de politique monétaire ».

Les problèmes de genre seraient une distraction?! En sachant que la réduction des écarts entre les sexes et l'augmentation de la participation des femmes dans l'économie par l'amélioration des emplois (de qualité) contribuent à une économie plus forte ? Les problèmes de genre ne sont pas une distraction, mais plus précisément « un problème plus pressant de stabilité financière ». Si vous observez un problème tel que la diminution de la main d'œuvre dans les pays du G20, il s'agit particulièrement d'un problème de genre. La participation au marché du travail des femmes se situe à environ 57% comparé à 83% des hommes. C'est une chance énorme de développer les offres d'emploi pour les femmes et d'atténuer les effets négatifs d'une main d'œuvre à la baisse. De cette façon, nous pourrions non seulement travailler à la création d'un marché du travail inclusif et diversifié mais contribuer de manière importante à la croissance économique des pays.

Heureusement, la participation des femmes au marché du travail augmente et les femmes sont mieux représentées chez les cadres intermédiaires, mais elles restent aussi surreprésentées dans les emplois à bas salaires et les économies informelles telles que celles des travailleurs domestiques. En même temps, les femmes sont toujours sous-représentées en haut du tableau ou parmi les dirigeants. Et même si les femmes travaillent de plus en plus en dehors de la maison, la responsabilité pour le ménage et les enfants leur incombe toujours. Par conséquent, les femmes ont une double charge de travail, avec un travail rémunéré et un autre non rémunéré à la maison. Tant que les décideurs et dirigeants politiques ne voient pas la lutte contre cette inégalité comme un



PARTIJ VAN DE ARBEID

problème urgent et qu'elle ne fait pas partie de la stimulation de la croissance économique et de la création d'emplois, aucun progrès réel ne pourra être obtenu dans la réduction des inégalités.

L'autonomie des filles et des femmes doit être améliorée. L'Ouganda y parvient par le biais du programme d'autonomisation et de moyens de subsistance pour les adolescents. Ce programme enseigne des compétences professionnelles aux filles et leur propose des formations pour des emplois sur le marché local. En plus de son bénéfice économique, ce programme montre que les filles qui y participent ont un meilleur contrôle sur leur santé sexuelle et reproductive. La lutte pour un salaire minimum vital devrait faire partie de la lutte pour l'égalité des genres dans la mesure où l'effet d'une telle mesure serait notamment bénéfique pour les femmes.

Les femmes et le pouvoir

« L'investissement dans l'égalité des genres n'est pas seulement la meilleure chose à faire, c'est aussi la chose la plus intelligente à faire », comme le souligne la Banque mondiale en 2012 lors de la présentation des résultats de leur rapport annuel mondial. Qu'est-ce qui est devenu apparent ? Les femmes investissent plus de 90 % de leurs revenus disponibles dans leur famille, tandis que les hommes n'investissent que 30 à 40 %. Les Nations Unies ont fait des recherches sur les agricultrices et ont conclu que si les agricultrices avaient le même accès aux informations, connaissances, terres et matériaux que les hommes, elles produiraient 30 à 40 % plus de nourriture. Sur la base de ces chiffres, on estime que 100 à 150 millions de personnes ne souffriraient plus de la faim.

De même, dans le monde des affaires, le facteur femme devrait être pris très au sérieux. Les recherches de Dow Jones montrent que les start-ups avec plus de femmes cadres ont plus de chances de réussir tandis que le Crédit Suisse a calculé que les entreprises avec au moins une femme au Conseil d'administration obtiennent de meilleurs résultats sur le marché boursier et sont plus stables en temps de crise. L'OCDE (Organisation pour la coopération économique et le développement) a confirmé ces conclusions. Dans une base de données internationale, des informations de 162 pays sont stockées depuis 2006. Ces enregistrements présentent la même image : plus il y a de femmes au pouvoir, plus la réussite du pays sur le plan économique est positive.

Mais l'équilibre en matière de genres ne paie pas uniquement du point de vue économique. La société dans son ensemble profite largement d'une égalité accrue. Au Ghana, tandis que le nombre des femmes propriétaires de terres augmente, les sommes dépensées pour la nourriture augmentent également. En Inde, un nombre accru de femmes dans les positions de l'administration publique réalisé via un système de quotas a entraîné une augmentation des investissements dans les établissements publics, tels que les installations d'approvisionnement en eau et les installations sanitaires, mais également l'irrigation et l'enseignement, ainsi qu'une baisse significative de la corruption. D'autre part, dans les villages dirigés par des femmes, le paiement de pots-de vin est nettement moins fréquent que dans les villages dirigés par des hommes, comme l'a révélé un rapport de la Banque mondiale.

Malgré toutes ces preuves qu'un équilibre hommes-femmes sain est également à l'origine d'une économie plus saine, l'accès des femmes aux postes de haut niveau stagne à l'échelle mondiale. Près



PARTIJ VAN DE ARBEID

d'un siècle après que les femmes ont acquis le droit de vote, un meilleur accès à l'enseignement supérieur, ont commencé à travailler dans des professions qui étaient auparavant uniquement réservées aux hommes, il n'existe toujours aucun pays sur terre où les femmes ont le même accès au pouvoir et à l'influence que les hommes. Il n'existe pas moins de 16 groupes dans le parlement néerlandais. Seul un est dirigé par une femme. L'équilibre entre les sexes ne viendra pas de lui-même et mérite notre attention permanente même (et peut être particulièrement) au sommet. C'est là que l'impact des femmes est en effet le plus élevé. Des mesures destinées à promouvoir les femmes dans les positions dirigeantes sont de la plus grande importance, pas seulement pour les femmes elles-mêmes, mais également pour la société dans son ensemble. Pas uniquement parce que cela doit être fait, mais parce que cela fonctionne. En Australie, l'initiative des « Male Champions » travaille en collaboration avec des PDG masculins dans le monde des affaires et dirigeants au sein du gouvernement pour faire pression ensemble pour une augmentation considérable et durable de la représentation des femmes dans les postes de direction.

L'éducation et le marché du travail

Pour avoir un travail rémunéré, pour s'assurer une indépendance économique, l'éducation est une condition sine qua non. C'est pourquoi l'éducation est devenue l'un des objectifs du Millénaire à atteindre entre 2000 et 2015. Les rapports d'évolution annuels montrent clairement que des améliorations ont été faites, mais qu'environ 57 millions d'enfants sont toujours privés de l'éducation primaire. Plus de la moitié d'entre eux sont des filles. Le niveau inférieur de l'enseignement secondaire est inaccessible à 71 millions d'enfants. Plus de la moitié d'entre eux sont également des filles. En Afrique subsaharienne, en Asie de l'ouest et du sud, l'écart entre garçons et filles est le plus important. Toutefois, lorsque les filles terminent l'école primaire, elles poursuivent généralement dans l'enseignement secondaire. C'est le cas en Amérique latine et aux Caraïbes. Selon l'UNICEF, l'éducation des filles profite à l'ensemble de la société. Elles se marient plus tard et ont moins d'enfants, et souvent, elles veillent à ce que leurs enfants aillent également à l'école.

Même si beaucoup de choses doivent encore changer afin d'améliorer l'accès à l'éducation pour tous les enfants et surmonter les différences existant entre les garçons et les filles dans ce domaine, il y a des signes d'amélioration. Mais les objectifs fixés ne seront pas atteints en 2015 et nécessitent plus de pression politique et plus d'apports financiers. Par conséquent, l'Union européenne a donné la priorité de son budget de développement pour l'éducation et particulièrement le soutien aux filles. Des études récentes menées par l'OIT dans 80 pays montrent qu'un meilleur accès des femmes à l'éducation conduit à une participation accrue des femmes sur le marché du travail. Pendant ce temps, 40 % des emplois dans le monde sont occupés par des femmes. Mais d'un point de vue juridique et politique, les femmes sont à la traîne malgré le fait que, au cours de ces dernières années, le nombre de parlementaires et ministres féminins a augmenté.

Le Forum économique mondial a indiqué dans son rapport mondial sur les différences entre les sexes de 2014 que l'inégalité économique entre les hommes et les femmes diminue lentement. Si cette tendance persiste, l'égalité économique sera atteinte dans environ 81 ans. Et alors que le même rapport souligne combien la participation des femmes sur le marché du travail est utile, non



PARTIJ VAN DE ARBEID

seulement pour elles, mais également pour le revenu national, alors que les enfants sont également mieux instruits, un tel calendrier semble intolérable.



PARTIJ VAN DE ARBEID

Nous, les progressistes du monde entier, ne voulons pas patienter quatre générations avant que l'égalité des genres devienne réalité. Nous voulons agir ici et maintenant et faire de réels progrès. Pas seulement des paroles, mais aussi des actes. C'est pourquoi nous nous engageons pour les points d'action suivants :

Points d'action : travail décent et égalité des genres

1. La sensibilisation au problème est cruciale. C'est l'urgence qui manque pour les décideurs et les responsables politiques. C'est pourquoi nous devons mettre la question du genre en tête de l'agenda politique. La dynamique en faveur de l'égalité des femmes sur le lieu de travail doit être relancée. Il y a des signes évidents de progrès, mais les objectifs fixés ne seront pas atteints en 2015 et nécessitent plus d'apports politiques et financiers. Nous demandons à tous nos partis, dirigeants et représentants d'être aux avant-postes pour cette lutte, notamment en 2015, l'année qui marque le 20^e anniversaire du Programme d'action de Beijing et la préparation des objectifs de développement durable.
2. La participation politique, économique et sociale des femmes est avant tout et surtout un droit et une question d'égalité. La culture doit évoluer, mais lorsqu'elle contredit les droits fondamentaux, les droits fondamentaux doivent prévaloir. L'augmentation de la participation des femmes sur le marché de travail est un moyen d'autonomiser la femme et un avantage pour toute la société. Par ailleurs, elle permet d'augmenter le revenu national. La budgétisation des genres est un outil servant à promouvoir la mise en place des droits de la femme.
3. Les femmes dominent dans les emplois moins bien rémunérés et dans le secteur informel où les prestations de protection sociale en cas de perte de travail ou de maladie sont inexistantes. Les progressistes sont pour la mise en place du travail décent pour tous dans le monde (conformément aux conventions et normes OIT). Nous devons nous battre pour des emplois sûrs, équitables et réglés, qui protègent les droits du travailleur aussi bien dans l'économie formelle qu'informelle. Ceci inclut une approche désagrégée pour cibler les plus vulnérables et les exclus dans le monde entier - et les femmes représentent la majorité dans ces groupes. L'éducation et l'apprentissage de compétences utiles sont deux facteurs importants pour améliorer les chances des femmes sur le marché du travail. Un salaire égal pour un travail égal n'est pas un choix, c'est une obligation.
4. Les femmes sont souvent les premières victimes d'une crise financière ou d'un divorce. La pauvreté semble être un fardeau plus disproportionné sur les épaules des femmes, notamment lorsqu'elles sont le soutien de famille. Les sociaux-démocrates luttent pour l'autonomisation et l'indépendance financière des femmes : ne jamais abandonner aucune femme ! La lutte pour le salaire minimum vital et les socles de protection sociale doivent également être à l'ordre du jour de l'agenda pour les femmes, dans la mesure où de telles mesures auraient un effet extrêmement positif sur la position de nombreuses femmes et de leurs familles.
5. Encore aujourd'hui, trop peu de femmes occupent des postes importants dans les entreprises, sur le marché du travail ou dans le domaine politique. Pour promouvoir et encourager des changements dans ce domaine, le soutien et la coopération des hommes est d'une importance indéniable. L'effort déployé pour atteindre une participation maximale des femmes dans les positions dirigeantes est une priorité pour nous. Donnez le bon exemple et le reste suivra. Nous approuvons l'idée des quotas féminins comme un instrument de transition pour la



PARTIJ VAN DE ARBEID

représentation politique et économique croissante des femmes. C'est un pas en avant vers l'égalité substantielle avec pour objectif une démocratie basée sur l'égalité des genres.

6. Les obstacles qui empêchent les femmes de participer de manière égale doivent être éliminés. Dans ce cas, notre attention doit aller plus loin que le marché du travail, sans quoi le danger des emplois mal rémunérés et précaires augmente. Nous sommes persuadés que les hommes et les femmes doivent avoir les mêmes chances de faire carrière et de prendre soin de la famille. C'est pourquoi nous encourageons l'équilibre entre travail et vie personnelle pour les hommes et les femmes. Des dispositions pour la maternité et le congé parental sont fondamentales pour assurer un revenu de base pour les mères et les pères. Par conséquent, des services de soin publics, abordables et de haute qualité avec un accès universel aux services de santé, d'éducation, domestiques, garde d'enfants et sécurité sociale seront une de nos priorités politiques. Une des façons de lutter contre ce problème est de donner aux jeunes femmes et aux filles de (nouvelles) connaissances et des opportunités pour améliorer leur capacité d'indépendance et d'autodétermination.
7. C'est pourquoi les obstacles juridiques doivent être démantelés. Trop de pays comptent un retard encore très important dans leur législation pour protéger les femmes sur le marché du travail. Il existe des pays où les femmes ont besoin de la permission de leur conjoint pour avoir le droit de travailler ou d'obtenir des pièces d'identité officielles.
8. Les femmes doivent pouvoir exécuter leurs tâches en toute sécurité sur leur lieu de travail. La sécurité publique est la base pour être en mesure de vivre sa vie et aller au travail. Le harcèlement sexuel et la violence doivent être traités sur un plan structurel. Nous nous engageons pour l'intégrité physique des femmes en tant que telles, nous exhortons tous les gouvernements à combattre les violences basées sur le genre et demandons la ratification et l'implémentation complète de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), et un protocole facultatif et d'autres instruments des droits de l'homme, tels que la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Nous encourageons également la création de centres pour les femmes victimes d'abus et des projets qui aident à briser le tabou dans ce domaine.
9. Nous devons continuer à nous battre pour l'accès égal et complet aux droits sexuels et reproductifs des femmes, y compris l'éducation sexuelle, l'assistance médicale, la contraception et l'avortement, indépendamment de leur statut, de leur origine ou leur ethnicité. Assurer les droits sexuels et reproductifs contribue à l'autonomisation sociale, politique et économique des femmes.
10. La discrimination sur le lieu de travail doit être combattue car c'est une violation des droits des femmes. Nous nous battons pour l'égalité, l'équité et la justice économique pour tous, quelle que soit l'orientation ou l'identité sexuelles. Cela inclut également la lutte contre les stéréotypes liés au genre dans l'éducation, la société et sur le marché du travail.
11. Nous plaidons pour la coopération avec des partenaires sociaux. Non seulement les gouvernements, les syndicats et les employeurs doivent prendre des mesures pour augmenter la représentation et la participation des femmes, mais également les femmes et le mouvement des femmes. Nous devons offrir un espace et soutenir les jeunes et nouveaux mouvements



PARTIJ VAN DE ARBEID

féministes ainsi que les organisations représentant les travailleurs du secteur informel. Ils jouent un rôle crucial et méritent notre soutien dans la définition des droits de la femme du 21^e siècle.

12. L'esprit d'entreprise et les droits de propriété. Dans le monde entier, moins de femmes que d'hommes sont propriétaires de terres, d'un logement ou d'une entreprise. Aucune différence ne doit être faite dans la loi sur les successions entre les hommes et les femmes. Dans de nombreux pays, les femmes peuvent uniquement devenir propriétaires via des membres masculins de la famille. Il faut s'attaquer à cette injustice. Nous nous efforçons de garantir la possession des terres et les droits d'utilisation des terres par les femmes et voulons améliorer l'accès aux capitaux pour les femmes.
13. Afin de garantir la souveraineté alimentaire des femmes, nous plaidons pour une reconnaissance des petits exploitants agricoles, en particulier les femmes, en tant qu'acteurs économiques clés dont le droit d'utiliser et de posséder des terres devrait être protégé contre l'accaparement des terres par des garanties juridiquement contraignantes.
14. Une représentation égale des femmes et des hommes commence au sein de notre propre famille de parti politique. Nous nous engageons à appliquer la parité au sein de nos groupes parlementaires et de nos gouvernements ainsi que dans nos structures de parti au niveau national, régional et local. Dans le cadre de cette initiative, il s'agit d'encourager les femmes à être candidates. Changer le monde commence chez soi. Les actes doivent se joindre à la parole.